

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

Pontoise, le 26 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMCA Manutention Carburant Aviation

Chemin de Livry
95380 CHENNEVIERES LES LOUVRES

Références : UD95 – 2022 - 672

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement SMCA Manutention Carburant Aviation implanté Chemin de Livry B.P 19 95380 CHENNEVIERES LES LOUVRES. L'inspection a été annoncée le 01/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale Sous-traitance dans les sites Seveso et également dans le cadre du suivi de la vigilance renforcée mise en place par la DRIEAT de la SMCA.

Définition des termes utilisés dans ce rapport :

Dans ce rapport, sont entendus comme sensibles les tâches/activités ou les équipements dont la malfaçon ou la défaillance seraient susceptibles de remettre en cause l'étude de dangers (EDD) au niveau de ses hypothèses ou de sa conclusion.

Intervenant est le terme associé au personnel d'entreprise extérieur réalisant une activité sous-traitée sur l'installation de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMCA Manutention Carburant Aviation
- Chemin de Livry B.P 19 95380 CHENNEVIERES LES LOUVRES
- Code AIOT : 0006505582
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
-

La société SMCA assure, sur son site de Chennevières-lès-Louvres, le stockage de carburéacteurs qui comprend les opérations de réception et de contrôle de la qualité ainsi que les opérations d'expédition. Les installations exploitées par la société SMCA se composent de : 7 réservoirs de carburéacteurs (capacité de stockage totale de 203 800 m³), de cuves enterrées dédiées au stockage d'hydrocarbures résultants des opérations de purge des réservoirs et des tuyauteries, de deux postes de chargement de véhicules citernes pour le transfert de carburéacteurs vers notamment les

aéroports de BEAUVAIS et du BOURGET, d'une installation de chargement et de déchargement desservant le dépôt répartie sur 2 zones et composée de 16 pompes de 300 m³/h (débit total de 4800 m³/h).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale : Système de gestion de la sécurité - sous-traitance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Système de gestion de la sécurité – général	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	SGS – Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	SGS – Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.7	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	SGS – Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	SGS – Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexes I.1 et I.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
8	Suite Inspection	Lettre du 28/09/2021, Remarque 2.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Audits et revue de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.7	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
10	revue de conformité	Lettre du 18/02/2022	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	SGS – Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
7	Suite Inspection	Lettre du 12/06/2019, article Remarque 5 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection formule 11 remarques. Les constats de l'inspection mettent en évidence des fragilités dans l'organisation de l'exploitant au travers de son système de gestion de la sécurité prévu pour garantir un haut niveau de maîtrise des risques. Ces constats ne remettent pas en cause directement la sécurité du site eu égard aux bonnes pratiques d'exploitation constatées par ailleurs. Néanmoins, il convient que l'exploitant poursuive l'ensemble des actions engagées pour améliorer sa gestion de la sécurité et renforce son organisation pour garantir le haut niveau de maîtrise des risques attendu sur un site classé SEVESO seuil haut.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de gestion de la sécurité – général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – général
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose d'un système de gestion de la sécurité (SGS) qui traite des différentes thématiques prévues par l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014. Plusieurs procédures générales et opérationnelles sont déclinées. Cependant, l'inspection note que le SGS, intégré dans un système de gestion globalisé (intégration d'exigences relatives à la qualité ou à la sécurité au travail notamment) ne permet pas d'apprécier suffisamment les exigences (organisationnelles et/ou techniques) associées aux risques d'accidents majeurs. Certaines exigences ne sont pas suffisamment mises en exergue pour la bonne prise en compte par les parties prenantes (personnels, intérimaires et intervenants extérieurs), de même que les contrôles associés, ce qui se traduit par un manque de cadrage et de traçabilité des pratiques effectivement mises en place. L'inspection constate que les dispositions définies dans le SGS sont communes à l'ensemble des tâches et activités quelle que soit leur importance vis-à-vis de la maîtrise des risques. Néanmoins, dans la pratique, l'inspection relève sur quelques exemples que l'exploitant met en place au quotidien un ensemble de bonnes pratiques proportionnées aux enjeux et concourant à la maîtrise des risques. Remarque n°1 : Il convient que l'exploitant revoie l'ensemble de son SGS pour formaliser les tâches et activités sensibles ayant une importance au regard de la maîtrise des risques et définir les moyens renforcés associés permettant de respecter, dans le temps, ce qui est défini dans l'EDD et précisé dans l'autorisation d'exploiter : potentiels de dangers, calculs de l'intensité, calculs des fréquences des événements initiateurs, MMR et conditions d'exclusion. Remarque n°2 : Il convient que l'exploitant veille à ce que son système de gestion de la sécurité couvre l'ensemble des objectifs visés par l'annexe 1 de l'arrêté du 26 mai 2014 et l'annexe 8 de l'arrêté du 5 mars 2014.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Encadrement des activités sous-traitées et des sous-traitants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs</p> <p>Constats : L'inspection relève que l'exploitant dispose d'une procédure de gestion des entreprises extérieures, d'une procédure d'agrément et de suivi des fournisseurs et d'une procédure achat. L'inspection relève que ces procédures n'identifient pas ce qui peut ou non être sous-traité et suivant quelles conditions.</p> <p>L'inspection note que l'exploitant précise directement dans les spécifications techniques (CCTP et CGET) associé à chaque contrat certaines conditions visant à garantir un bon niveau de maîtrise des risques.</p> <p>L'exploitant déclare sélectionner ses sous-traitants suivant des critères et avec une attention notamment portée sur la qualité et la sécurité.</p> <p>L'inspection note que l'exploitant a engagé une démarche visant à imposer la certification MASE à ses sous-traitants.</p> <p>Remarque n°3 : Il convient que l'exploitant dispose d'une procédure générale définissant les activités pouvant ou non être sous-traitées (maintenance courante, maintenance des MMR, entretien des espaces verts, exploitation, etc.) et les conditions associées permettant de garantir <i>a priori</i> un bon niveau de maîtrise des risques (compétences, habilitations, certifications, niveau de sous-traitance, surveillance/supervision, etc.). Il convient que ces conditions soient proportionnées à la criticité de l'activité sous-traitée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I,7
Thème(s) : Actions nationales 2022, Évaluation de la politique de sous-traitance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>
<p>Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose d'une procédure d'agrément et de suivi des fournisseurs qui prévoit notamment l'évaluation des fournisseurs et les conditions suivant lesquelles ces évaluations peuvent remettre en cause l'agrément permettant d'intervenir sur un site SMCA.</p> <p>L'inspection relève que les critères de notation et leur pondération ne sont pas différenciés pour les sous-traitants intervenant sur des activités sensibles.</p> <p>Remarque n°4 : il convient que l'exploitant renforce sa politique d'évaluation et de suivi des sous-traitants intervenant sur des activités sensibles. Pour ces activités, l'évaluation peut notamment s'appuyer sur une notation dont la pondération renforce l'importance de la sécurité, la conformité et la traçabilité. Sur les activités les plus sensibles, la supervision par un agent SMCA peut utilement être envisagée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I,1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion des sous-traitants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p> <p>Constats : L'inspection constate que l'exploitant ne fait pas de différence dans la gestion des sous-traitants suivant qu'il intervienne ou non sur des activités sensibles.</p> <p>L'inspection constate que les entreprises sous-traitantes sont bien identifiées par l'exploitant, au travers notamment du plan de prévention (PDP) qui est établi, <i>a minima</i> annuellement. L'inspection note que la plupart des activités sont récurrentes dans l'année et font l'objet d'un plan de prévention annuel. L'exploitant déclare vérifier dans le cadre de l'établissement du plan de prévention les habilitations préalablement identifiées comme requises des différents intervenant visés par ce dernier. L'inspection constate que cette vérification n'est ni formalisée ni enregistrée. Par ailleurs, cette vérification réalisée au moment du PDP n'apporte aucune garantie sur le fait que l'ensemble des intervenants au cours de l'année disposent des habilitations requises. Pour les activités sensibles, l'adjonction de cette vérification aux formalités d'accès à l'entrée du site apporterait cette garantie.</p> <p>Remarque n°5 : Il convient que l'exploitant renforce son processus de gestion des sous-traitants intervenant sur des activités sensibles afin de pouvoir garantir que chaque intervenant respecte les exigences préalablement définies (habilité, compétent, sensibilisé au risque du site et à l'intervention sur une activité sensible, etc.). La traçabilité associée doit également être renforcée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion des situations d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</p>
<p>Constats : L'inspection constate que l'exploitant impose à tout le personnel des entreprises extérieures une qualification N1 ou N2 relative aux risques chimiques.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant sensibilise tout le personnel des entreprises extérieures aux risques et à la conduite à tenir en cas d'alerte ou d'incident sur son site au travers d'une vidéo.</p> <p>L'inspection note que les exercices d'entraînement aux situations d'urgence sont réalisés y compris lorsque des sous-traitants sont présents sur site.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant dispose d'une organisation lui permettant de garantir que chaque intervenant a été sensibilisé par la vidéo d'accueil, néanmoins, en lien avec la Remarque n°4, l'inspection relève que la validité des habilitations et formations requises n'est pas systématiquement vérifiée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1 et I,3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Maîtrise des compétences
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Constats : L'inspection constate que l'exploitant sensibilise le personnel des entreprises extérieures intervenant sur des MMRI au travers d'une présentation dédiée transmise lors de la validation du plan de prévention.</p> <p>L'inspection relève que cette présentation est centrée sur les MMRI et ne vise pas les MMR ou les barrières de sécurité.</p> <p>L'inspection note que cette présentation est utilisée par l'exploitant uniquement sur le site de Chennevières les Louvres.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection note avec intérêt la mise en place par l'exploitant de visite de sécurité orientée sur l'évaluation de la compétence/connaissance des intervenants et la conformité de la réalisation de l'activité.</p> <p>Remarque n°6 : Il convient que l'exploitant étende le périmètre de la sensibilisation réalisée sur les MMRI aux MMR et aux barrières de sécurité. En lien avec la remarque n°4, il convient que l'exploitant renforce son organisation pour garantir que l'ensemble des intervenants sur des activités sensibles a reçu au préalable cette sensibilisation et ce pour l'ensemble des sites SEVESO exploités par la SMCA.</p> <p>Au-delà de la sensibilisation à la démarche de progrès continue faite au travers de la vidéo et de la présentation MMRI, l'inspection relève que les différents documents de cadrage ou de traçabilité ne favorisent pas la concrétisation de cette démarche.</p> <p>Remarque n°7 : Il convient que l'exploitant s'assure que les différents documents de cadrage des activités sensibles (plan de prévention, permis de travail, etc.) ou de traçabilité (rapport d'intervention, PV de fin de travaux, etc.) comprennent un encart permettant de systématiser la formalisation de la démarche de progrès continu essentielle à la démonstration de maîtrise des risques.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant fait reposer contractuellement sur ses sous-traitants la responsabilité de faire intervenir des personnels compétents sur les tâches sensibles sous-traitées. L'inspection constate que l'exploitant ne vérifie pas les compétences et qualifications des personnels d'entreprises extérieures pour réaliser les tâches sensibles.</p> <p>Néanmoins, l'inspection a pu vérifier par sondage sur un chantier de soudage que les intervenants disposaient des habilitations requises.</p> <p>Remarque n°8 : Il convient que l'exploitant renforce son organisation pour garantir la réalisation des tâches sensibles par des personnels disposants des compétences nécessaires pour respecter les règles de l'art de la tâche qui leur est confiée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Suite Inspection

Référence réglementaire : Lettre du 12/06/2019, article Remarque 5 bis
Thème(s) : Risques accidentels, MMRI – maîtrise des compétences
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>-----</p> <p>Remarque 5bis de l'inspection du 12/06/2019 : La SMCA doit s'assurer que l'ensemble des personnes intervenant sur les MMR disposent des compétences techniques et des connaissances liées aux risques associés au dysfonctionnement d'une MMR.</p> <p>Constats : Par courrier du 06/10/2020, l'exploitant a indiqué qu'il intégrerait dans les cahiers des charges à destination des sous-traitants une note précisant que les personnes intervenant sur le site devront avoir les compétences techniques liées aux MMR.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'une présentation sera envoyée en parallèle aux sous-traitants concernant les risques associés au dysfonctionnement d'une MMRI. Un retour de la prise en compte par les sous-traitants sera demandé.</p> <p>Ce sujet est repris par les remarques n°6 et 7 ci avant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Suite Inspection

Référence réglementaire : Lettre du 28/09/2021, article Remarque 2,1
Thème(s) : Risques accidentels, gestion des modification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Remarque n°2.1 de l'inspection du 28/09/2021 Il convient que l'exploitant porte à la connaissance de l'autorité compétente les modifications organisationnelles associées à la gestion et au contrôle des équipements importants pour la sécurité avant leur mise en œuvre.</p> <p>Constats : L'inspection constate que l'exploitant n'a pas fait évoluer son organisation sur le sujet. L'inspection constate que les modifications organisationnelles ne sont pas couvertes par le processus de maîtrise du changement de l'exploitant.</p> <p>Remarque n°9 : Il convient que l'exploitant face évoluer son processus de maîtrise du changement pour y inclure les modifications organisationnelles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.7
Thème(s) : Risques accidentels, vigilance renforcée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Audits et revues de direction</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p> <p>Constats : L'exploitant présente le résultat dernier audit réalisé par le JIG « Joint inspection group » l'organisation internationale de référence sur la chaîne d'approvisionnement en carburant des avions.</p> <p>Bien que cet audit ne soit pas formellement dédié à l'évaluation de l'application et de l'efficacité du SGS, l'inspection relève la complétude et la pertinence de ce dernier.</p> <p>L'inspection note l'importance des actions d'amélioration présentées par l'exploitant et notamment la mise en place des « 9 règles qui sauvent la vie », l'imposition de la certification « MASE » des entreprises extérieures et le conditionnement de l'intéressement des salariées à la réalisation d'objectif « sécurité/qualité ».</p> <p>L'inspection relève la forte implication des salariés, du management et des actionnaires sur les questions de sécurité permise par une priorité renforcée donnée par la direction sur ce sujet.</p> <p>L'inspection note la transparence entre la direction et ses actionnaires sur le résultat et les constats des audits sécurité afin de trouver les meilleures solutions à tous les niveaux.</p> <p>Remarque n°10 : Il convient que l'exploitant veille à ce que les audits et revues de directions réalisés couvrent l'ensemble des objectifs visés par l'annexe 1 de l'arrêté du 26 mai 2014 et l'annexe 8 de l'arrêté du 5 mars 2014.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Lettre du 18/02/2022
Thème(s) : Risques accidentels, vigilance renforcée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour envisager une levée de la vigilance renforcée pour vos établissements, au-delà des actions présentées et restant à engager, il m'apparaît nécessaire que vous me confirmiez la conformité matérielle des équipements valorisés dans les études de dangers de vos sites. Il s'agira notamment de vérifier que les dispositions constructives, les mesures de prévention, les mesures de protection ainsi que les mesures de maîtrise des risques identifiées et valorisées dans vos études de dangers sont conformes et font l'objet d'une maintenance et d'une surveillance appropriée.</p> <p>Le détail des contrôles menés dans le cadre de cette vérification et ses conclusions pourront être évalués par mes services notamment au travers d'inspections de votre système de gestion de la sécurité. Il est attendu que les écarts constatés sur un site, soient évalués pour l'ensemble de vos installations et le cas échéant les actions associées déclinées.</p> <p>Les conclusions de cette vérification attendues pour la mi-année nous permettront en complément des conclusions des inspections, de nous positionner dans le courant du 3e trimestre 2022, sur la levée de la vigilance renforcée pour vos établissements.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection la méthodologie de la démarche de vérification de conformité engagée en réponse au courrier du 18 février 2022 afin d'envisager la fin de la vigilance renforcée exercée par la DRIEAT sur les sites exploités par la SMCA.</p> <p>L'inspection constate la pertinence et la qualité de la démarche de vérification de conformité engagée et présentée. L'inspection relève que les automates de sécurité ne sont pas couverts par cette démarche.</p> <p>Remarque n°11 : L'inspection identifie la nécessité d'étendre la démarche de vérification de la conformité aux différents automates de sécurité présents sur les sites.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois